

Le 11 Juillet 2014

Monsieur Manuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 PARIS

Monsieur le Premier ministre,

Cette lettre est un appel d'urgence sur la situation financière de nos collectivités.

Que se passe-t-il dans nos départements ?

La charge financière des allocations individuelles de solidarité (APA, PCH et RSA) continue de progresser à un rythme extrêmement élevé, à l'instar du RSA dont l'évolution dépasse souvent la barre de 10% sur l'année. La baisse de la dotation globale de fonctionnement est annoncée en doublement pour 2015. Charges obligatoires en hausse et ressources en baisse conduisent à un effet de ciseaux qui peut atteindre 4% de nos budgets par an. Notre épargne brute se réduit au remboursement de la dette, notre épargne nette devient négative. Vos services (DGCL, DGFIP) connaissent parfaitement cette situation qui conduit nombre de départements à une quasi cessation de paiement !

L'effort du gouvernement, avec le pacte de confiance et de responsabilité, devait nous permettre de passer 2014. Ce ne sera pas le cas pour certains d'entre nous qui seront même incapables de financer le RSA en fin d'exercice. Avec l'atonie du marché immobilier, nous nous retrouvons exactement dans la même situation d'avant le pacte : un budget primitif pour l'exercice suivant, infaisable.

La dynamique de la charge nette des allocations individuelles de solidarité est telle qu'elle conduit mécaniquement à des coupes massives dans les dépenses d'intervention et notamment les dépenses d'investissement. Pour compenser la hausse des AIS, en effet, nous allons en 2015, encore davantage, qu'en 2014 réduire nos dépenses d'investissement. Ceux d'entre nous qui sont les plus victimes de la crise et sont en situation d'épargne nette négative, devront effectivement couper voire supprimer ces dépenses. Par ailleurs, la baisse des dotations prévues dans le cadre du pacte de responsabilité (11 Mds sur 3 ans, 3,7 en 2015 dont 1 Md pour les départements) va mécaniquement se traduire par une baisse des investissements. Les commandes au BTP vont encore davantage s'effondrer, accélérant la spirale du chômage, puis du RSA, en fait de la récession.

Ainsi, nous faisons fausse route. Nous aggraverions la crise alors que nous devrions la combattre. Présidents de conseils généraux, nous créons du chômage alors que nous devrions encourager l'insertion.

Cette situation n'est pas acceptable. Pourtant, nous sommes prêts à assumer notre responsabilité : garantir le maintien et la création d'emploi en contrepartie de dotation permettant de soutenir l'investissement.

Monsieur le Premier ministre, nous vous demandons de prendre trois mesures :
pérenniser le pacte de confiance et de responsabilité signé à Matignon le 16 juillet 2013 et l'adapter pour qu'il atteigne effectivement son objectif de 2,1 milliards malgré la crise du marché immobilier ;

plafonner la charge nette du RSA pour les départements les plus exposés ;
proposer un plan de soutien, dès 2014, pour ceux des départements qui, malgré le pacte de confiance et de responsabilité et de réelles mesures d'économies, basculent dans une crise budgétaire sans précédent.

Cette situation trouve son origine dans une politique de solidarité nationale que nous gérons pour le compte de l'Etat ; A défaut de son intervention, nous devons prendre nous-mêmes et collectivement les mesures nécessaires à la sauvegarde des institutions départementales.

Confiants dans la solidarité de l'Etat, nous vous assurons, Monsieur le Premier ministre, de notre haute considération.

Rachel MAZUIR

Président du Conseil Général de l'Ain

Gilbert SAUVAN

Président du Conseil Général des Alpes de Haute Provence

Augustin BONREPAUX

Président du Conseil Général de l'Ariège

Gérard BONNET

Président du Conseil Général de Corrèze

Eric GAUTHIER

Président du Conseil Général des Deux Sèvres

Claude JEANNEROT

Président du Conseil Général du Doubs

Jérôme GUEDJ

Président du Conseil Général de l'Essonne

Jean-Pierre PUJOL

Président du Conseil Général du Gers

Philippe MADRELLE

Président du Conseil Général de la Gironde

Pierre IZARD

Président du Conseil Général de Haute Garonne

Yves KRATTINGER

Président du Conseil Général de Haute Saône

André VEZINHET

Président du Conseil Général de l'Hérault

Jean-Louis TOURENNE

Président du Conseil Général d'Ille et Vilaine

Frédéric THOMAS

Président du Conseil Général de l'Indre et Loire

Christophe PERNY

Président du Conseil Général du Jura

Philippe GROSVALET

Président du Conseil Général de Loire Atlantique

Gérard MIQUEL

Président du Conseil Général du Lot

Pierre CAMANI

Président du Conseil Général de Lot et Garonne

Mathieu KLEIN

Président du Conseil Général de Meurthe
et Moselle

Patrick KANNER

Président du Conseil Général du Nord

Christian MANABLE

Président du Conseil Général de la Somme

Rémi CHAINTRON

Président du Conseil Général de la Saône et Loire

Thierry CARCENAC

Président du Conseil Général du Tarn

Claude HAUT

Président du Conseil Général du Vaucluse

Claudy LEBRETON

Président du Conseil Général des Côtes d'Armor

Michel DAGBERT

Président du Conseil Général de Pas-de-Calais

Vincent EBLE

Président du Conseil Général de Seine et Marne

Marie-Françoise PEROL-DUMONT

Présidente du Conseil Général de Haute Vienne

André VIOLA

Président du Conseil Général de l'Aude

Patrice JOLY

Président du Conseil Général de Nièvre

Yves ROME

Président du Conseil Général de L'Oise

Georges LABAZEE

Président du Conseil Général des Pyrénées
Atlantiques

Stéphane TROUSSEL

Président du Conseil Général de la Seine Saint Denis

Yves ACKERMANN

Président du Conseil Général du territoire de Belfort

Jean-Pierre SAULNIER

Président du Conseil Général du Cher

Jean-Jacques LOZACH

Président du Conseil Général de la Creuse

Hermeline MALHERBE-LAURENT

Présidente du Conseil Général des Pyrénées
Orientales

Michel BOUTANT

Président du Conseil Général de la Charente

Yves DAUDIGNY

Président du Conseil Général de l'Aisne

Damien ALARY

Président du Conseil Général du Gard